

Remarques sur le mouvement en cours.

C'est le printemps et ça bouge ! La colère monte dans le pays et les grèves se multiplient, il faut dire que l'arrogance du pouvoir de Macron-Jupiter semble sans limites. Un grand nombre de secteurs de la société sont arrivés à un point d'épuisement et d'exaspération rarement atteint et l'offensive visant à imposer l'agenda austéritaire de Bruxelles ne s'arrête jamais.

Bref il se passe quelque chose.

Le 15 mars un appel national invitait les personnels des Ehpad à cesser le travail, après une première journée d'action fin janvier. Le 31, au moins 300 magasins Carrefour, étaient touchés par un mouvement de grève. Les étudiants occupent leurs facs et font face à une répression de la part de la police (évacuation par les CRS) comme de leur administration (fermeture administrative et mise sous tutelle comme à Toulouse par exemple) (1) mais leur mobilisation reste pour le moment minoritaire mais déterminée. Après une manifestation nationale le 22 mars, les cheminots ont débuté leur grève tournante le 3 avril. Ils feront grève tous les 5 jours et le planning est déjà établi jusqu'en... juin. Enfin à Notre Dame des landes la ZAD résiste encore et toujours à l'envahisseur...

Le mouvement social que tout le monde attendait semble s'amorcer(2) et le grand rituel des mobilisations à la française se déploie. Toute la conflictualité sociale paraît devoir s'organiser à travers les luttes de la fonction publique ou assimilé. L'origine est souvent la même : s'opposer à une réforme touchant le service public ou la gestion des organismes sociaux (assurance chômage, sécurité sociale, retraites, etc.). Le rituel des mobilisations à la française se déploie alors journées d'actions, grandes manifestations, merguez party et défilés ballons, débordements en marge avec ou sans cortège de tête, interviews télévisées d'experts auto proclamés plaidant pour les indispensables réformes, dénonciation par les plus radicaux du rôle de collaboration des syndicats, et enfin, retour à l'ordre en attendant les élections où on allait voir ce qu' on allait voir.

Au fil du temps et des luttes, à tort ou à raison, les cheminots ont été présentés comme un des derniers bastions de résistance et leur mobilisation donne un caractère particulier à ce mouvement. Le mythe est là il fonctionne dans les deux sens pour le gouvernement comme pour les manifestants. Le souvenir des grandes grèves, 1995, et même mai 68 (chronologie obligée) est convoqué.

Pourtant un doute nous traverse, cette mobilisation ne serait elle pas dans ses formes comme sur le fond le signe de l'obsolescence programmée des mouvements sociaux, plus encore 2018, ne serait il pas le chant du cygne d'une certaine forme de conflictualité sociale.

Pour être clair le mouvement qui semble se dessiner est-il condamné d'avance ?

Nous faisons d'abord le constat de l'échec des mobilisations de ces dernières années, (à l'exception de celle de 2006 concernant le CPE) de la lutte pour les retraites en 2010, à celles contre la loi Travail en 2016, les grèves et les manifestations qui pouvaient faire reculer les gouvernements ne semblent plus désormais pouvoir entraver la marche de la restructuration.

Service public et Tous ensemble.

Trente années de citoyennisme ont produit leurs effets. Ces ravages sont mesurables dans les mantras récités par les gauchistes de tout poils : Il faut défendre le service public, les luttes dispersées doivent déboucher par la magie du "tous ensemble" sur la "convergences des luttes".

Quel sens ce discours peut il avoir aujourd'hui lorsque qu'on connaît la réalité de ce service public en général (plus enclin à punir et à encadrer les prolétaires comme à la CAF et à Pole emploi par exemple) et à la SNCF en particulier. Quel est le

service public de transport qui est assuré lorsqu'un billet entre Paris et Marseille coûte 200 euros, de sorte que les cadres prennent le TGV en gare de Lyon, et les pauvres le Ouigo à Marne-la-Vallée voire le bus avec son délicieux parfum de troisième classe. La transformation de la SNCF en entreprise privée, a commencé à se faire il y a longtemps déjà, avec l'imposition des TGV et l'apparition des du yield management(3) dans les calculs du prix du billet.

Les cheminots sont une anomalie dans le marché du travail tel qu'il existe réellement. Aujourd'hui le marché du travail est émietté, précarisé, les parcours professionnels se font en zigzags quand ils ne tombent pas dans les galères du chômage de longue durée, avec ou sans RSA. Quel est donc le sens du "Tous Ensemble" entre un jeune de quartier livreur à vélo ubérisé ou une caissière de chez LIDL et un contrôleur du RER.

Et puis déjà comment ne pas voir que ce tous ensemble n'est même pas effectif à la SNCF ou la sous traitance de la sécurité au nettoyage est pléthorique.

S'il y a une solidarité à promouvoir avec les cheminots, cela ne pourrait être que sur la base d'une autodéfense de classe. La défense du service public est en réalité ce qui empêche la solidarité de classe, en la transformant en «intérêt général», cette chose de l'Etat et de la bourgeoisie. Elle enferme le cheminot dans son outil de travail, l'empêche d'assumer l'affrontement direct avec son patron en utilisant les moyens de luttes afférant (auto organisation, sabotage, grèves sauvages...). Il ne s'agit pas là de faire le procès des cheminots ceux qui pourraient porter ce types de discours et de pratiques sont malheureusement peu présent dans les boites. Les révolutionnaires ayant mis tellement en œuvre la critique du travail que ceux-ci ont pratiquement déserté les entreprises.

Alors quoi ?

Même si ça semble est mal barré. Pas question cependant de se réfugier dans sa tour d'ivoire, par ce qu'il nous faut saisir cette occasion pour défendre une position sociale dans le moment que nous vivons, celui de la restructuration. L'exercice est périlleux et la dialectique subtile : que le mouvement des cheminots doive être le mouvement pour et par les cheminots c'est évident mais si le mouvement se limite à cela l'échec est garanti. Que la gauche (radicale comme national populiste) va tenter d'utiliser ce mouvement pour entamer une ènième recomposition décomposition c'est évident.

Pour cela il n'y a pas trente six moyens. Partir de nos réalités quotidiennes pour refuser les catégories imposés par l'idéologie dominante reste plus pertinent que d'invoquer les chimères du service public, de l'Etat et des bourgeois. Ne pas lutter pour la défense d'un statut particulier, mais pour la fin de l'exploitation en général. Réhabiliter l'idée de la rupture révolutionnaire non pas en psalmodiant de longues incantations stériles mais en pratiquant une solidarité concrète et matérielle et pas l'abondance d'une cagnotte virtuelle ou la constitution de petits soldats disposés à servir de chair à blocage.

Ici et là des tentatives ont lieu qui semble laisser croire qu'il existe des espaces.

Nous y reviendrons évidemment dans Courant Alternatif.

le 23 avril 2018.

Jean Mouloud à partir d'une discussion collective tenue à Moulins.

(1) Avec comme bonus le retour des vieilles gargouilles d'extrême droite types GUD comme à Montpellier.

(2) Il ne s'agit cependant pas de réduire la lutte de classe à ces seules manifestations, la conflictualité est permanente par exemple, en 2017, Jacques Chastaing qui surveille le front des luttes invisibles, celles du quotidien et dont on ne parle jamais comptabilisait plus d'un million de journées de grève sur deux mois. (cf Jacques Chastaing, « Un tournant

dans la situation sociale », Blog Médiapart, 27 mars 2017)

(3) Le yield management de l'anglais to yield, « rendement » (en bon français tarification en temps réel ou tarification différenciée) est un système de gestion tarifaire des capacités disponibles telles des chambres en hôtellerie ou des sièges dans le transport aérien et ferroviaire, qui a pour objectif l'optimisation du remplissage et du chiffre d'affaires.